

Burundi-ONU : le Conseil de sécurité divisé sur la marche à suivre

RFI, 25-05-2018 Quatre jours après l'adoption d'une réforme constitutionnelle qui pourrait permettre au président Nkurunziza de rester quatorze ans de plus à la tête du pouvoir burundais, le Conseil de sécurité est réuni hier sur la crise.

L'envoyé spécial de l'ONU, Michel Kafando, a lancé un appel à la reprise du dialogue interburundais, seul moyen, de mettre un terme à la crise que traverse le pays depuis 2015. Mais les diplomates sont apparus profondément divisés sur la marche à suivre afin de stabiliser le pays. Avec notre correspondante à New York, Marie Bourreau La crise politique au Burundi est-elle encore une menace à la paix et à la sécurité internationale ? « Oui », ont répondu les membres européens du Conseil de sécurité qui ont fait valoir que le référendum qui est tenu dans le pays était aux accords de paix d'Arusha et qu'il favorisait de ce fait un risque de dégradation sécuritaire de la situation. Soutien Mais Bujumbura a des soutiens de poids au Conseil, notamment la Russie et la Chine, deux membres permanents dotés du droit de veto. Moscou a insisté sur le fait que le Burundi ne devrait plus se trouver à l'agenda du Conseil de sécurité mais aux mains des agences spécialisées de l'ONU. La Chine, la Bolivie et la Guinée équatoriale ont toutes trois souligné le droit souverain de Bujumbura à tenir un référendum. Pressions insuffisantes Pour les organisations internationales qui suivent de près le dossier burundais, les pressions internationales sont toujours insuffisantes et le Burundi reste une menace à la sécurité de la région, mais aussi à la crédibilité de l'Union africaine et l'ONU. Car c'est le manque, selon elles, de consensus au Conseil de sécurité qui a permis au président Nkurunziza de rester le maître de l'avenir de son pays.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});